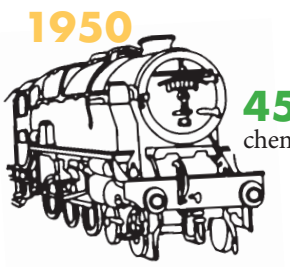
SNCF : LE GOUVERNEMENT !

« Quand on veut tuer son chien, on l'accuse d'avoir la rage », ce proverbe bien connu résume parfaitement l'attaque gouvernementale sans précédent que subit le service public ferroviaire. L'arme du crime est connue : le fameux « rapport Spineta »,amalgame de demi-vérités et de gros mensonges, qui, ciblant les cheminots veut livrer notre système ferroviaire aux appétits du privé. Construire cette mobilisation pour notre bien commun passe par le rétablissement de

quelques vérités...

NON la SNCF n'entretient pas des effectifs datant d'une autre époque.

1950



450 000 cheminots

1980

254 000 cheminots

2016

149 000 cheminots

NON « privatisation » ne rime pas avec « satisfaction ». Leur chemin de fer privatisé en 1994, les britaniques sont désormais **76 %** à souhaiter sa (re)nationalisation !

le rail : ÉCOLO-CHAMPION toutes catégories

Match 1 : TGV vs voiture

50X *moins* polluant

Match 2 : TGV vs avion

10X *moins* polluant

Match 3 : fret ferroviaire vs fret routier

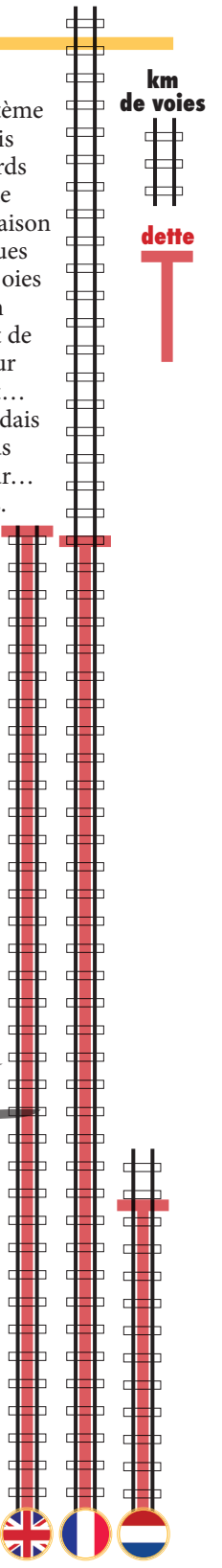
10X *moins* polluant

PASS ! les équivalents londonien, romain et madrilène du navigo ne sont pas de très bons avocats du libéralisme.

90 % C'est la part de la population française qui habite à moins de 10 km d'une gare… **pour l'instant !**

DETTE ?

la « dette » du système ferroviaire français s'élève à 50 milliards pour 29 000 km de voies. En comparaison celle des britaniques (qui goûtent aux joies de la privatisation depuis 23 ans) est de 50,4 milliards pour 19 000 km restant… Quant aux hollandais ils ont 16 milliards de dette mais pour… 7 000 km de voies.



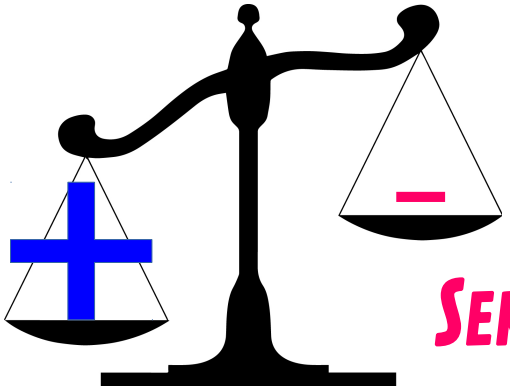
FINANCEMENT PUBLIC

Montant en euros par habitants pris en charge, pour une année, par les pouvoirs publics.
À noter : le gouvernement allemand a repris à sa charge 35 milliards d'euros de dette des compagnie ferroviaires allemandes dès 1994. Ce que les gouvernements français se sont toujors refusé à faire.

Sud Rail
Fédération SUD-Rail
17 boulevard de la libération
93 200 St Denis
Tél. : 01 42 43 35 75
Mail : sud.rail.federation@gmail.com

Union syndicale Solidaires Auvergne

28 rue Gabriel Péri
63000 Clermont-Ferrand
tel : 04 73 31 38 01
https://solidaires.org/Solidaires-Auvergne-1711



Pour les Milliardaires

Pour les Services Publics

Après les ordonnances de casse du code du travail contre les salarié.e.s du privé, après le racket sur les pensions des retraité.e.s, les diminutions des APL pour les étudiant.e.s, Macron, son gouvernement et ses député.e.s à la botte poursuivent leur offensive tous azimuts contre les fonctionnaires, les cheminot.e.s, et l'ensemble de la population (jeunes, chômeuses, chômeurs, actives, actifs ou retraité.e.s)

Education nationale : mettre + ici pour en avoir – là-bas !

+ de CP dédoublés à moyens constants, c'est + d'élèves dans les autres classes

+ d'apprentissage, c'est une formation bradée et soumise aux besoins patronaux

+ de présélection des élèves au lycée, c'est + de tri social.

+ d'argent public pour les écoles privées, c'est - pour l'école publique.

Santé : tous =, surtout les + riches

+ d'économies, c'est la surcharge des hôpitaux, des services asphyxiés, des soignants qui craquent

+ de charge de travail dans les EHPAD, ce sont des personnels qui souffrent et des personnes âgées qui ne sont pas toujours traitées dignement

+ de déremboursements, de déserts médicaux, de spécialistes qui font défaut en région, ce sont + de gens qui n'ont plus accès à des soins de qualité

Justice : + long, + loin, + cher

→ Des magistrats qui croulent sous les dossiers, des délais interminables

→ Des projets de restructuration de la Justice qui vont éloigner les justiciables les + modestes des tribunaux et rendre + difficile leur accès aux juges.

→ La suppression des tribunaux d'instance, ce sont des déplacements + importants pour les « petites » affaires .

Université : + de tri social dès l'entrée

+ de sélection à l'université, c'est – d'élèves des classes défavorisées qui poursuivront leurs études.

+ de restriction budgétaire, ce sont des fermetures de formations, des locaux vétustes, une augmentation du recrutement de professeurs précaires, des conditions de travail dégradées pour tous.

La répression à tout va…

+ de répression envers les délégués syndicaux, c'est – de droits pour tous.

A Clermont, l'ITSRA, ou la Croix Marine où 3 représentants SUD sont à nouveau menacés. Licenciement d'un responsable SUD PTT 92, etc.

Mise sous tutelle de l'université du Mirail, violences à la fac de Montpellier, intimidations envers lycéen-ne-s et étudiant-e-s mobilisé-e-s

Et pour tous ces services publics : 120 000 fonctionnaires en moins